



## Réformes sociales dans le Sud de la Méditerranée: quels horizons pour 2030?

Dr. Rym Ayadi, Senior Research Fellow, CEPS, Coordinatrice Générale de MEDPRO

Les soulèvements de l'année 2011 en Méditerranée et l'agitation continue dans la région ont mis en lumière les demandes d'une société majoritairement jeune. Le manque de réelles perspectives de développement socioéconomique a nourri colère et frustration, secoué les fondations de certains états et certainement conduit la population à prendre les rues pour demander un changement réel et une participation accrue dans la gouvernance de leurs pays.

Ces deux dernières années, nombre d'observateurs extérieurs, analystes et hommes politiques ont pointé du doigt le danger, sinon l'impossibilité pure et simple de continuer les tendances passées. Gouvernements nationaux et donateurs internationaux ont commencé à élaborer de nouvelles stratégies pour faciliter la résolution des nombreux problèmes politiques, économiques et sociaux de la région.

Avec la conclusion des travaux des work packages 3 et 7, les chercheurs de MEDPRO se sont plongés dans les différentes tendances et perspectives en termes de démographique, d'éducation, de capital humain, d'inégalité et de migrations afin de contribuer à un débat et élaborer de nouvelles politiques pour le développement social mutuellement bénéfiques à l'UE et aux pays de la région.

A l'horizon 2030, les structures démographiques vont subir des changements qui requerront des nouvelles politiques sociales et d'emploi. En effet, les pays Méditerranéens ont vu leurs taux de fertilité se stabiliser ces dernières décennies, et les projections de MEDPRO à l'horizon 2030 font état d'une hausse de la population en âge de travailler, un phénomène connu sous le terme de « dividende démographique ».

Afin de capitaliser les bénéfices du dividende démographique, les politiques d'éducation devront elles aussi changer. Par le passé, les réformes se sont concentrées sur la hausse des taux de scolarisation afin de promouvoir l'alphabetisation et combler le fossé entre garçons et filles dans l'accès à l'éducation. Les efforts des gouvernements et des donateurs internationaux ont été de nature quantitative, et l'aspect qualitatif de l'éducation a été quelque peu délaissé. Aujourd'hui, les objectifs quantitatifs dans les taux d'alphabetisation et l'égalité des genres dans l'accès à l'éducation sont atteints ; ainsi les stratégies futures doivent se concentrer davantage sur l'amélioration de la qualité de l'éducation. Aussi, les données montrent que les niveaux de capital humain sont en deçà de ceux de pays comparables, et que les compétences disponibles dans la main d'œuvre ne correspondent pas à celles demandées par le marché.

Améliorer la qualité de l'éducation sera également essentiel, avec des efforts majeurs à déployer dans l'amélioration des curriculums des professeurs pour venir à bout de l'inadéquation des compétences dans la région. Apprendre des expériences d'autres pays émergents en la matière, comme les BRICs pourrait s'avérer utile à cet égard. La question de l'inadéquation des compétences peut se révéler plus problématique pour les pays qui connaîtront les dividendes démographiques les plus importants, et les politiques à cet égard devraient s'accompagner de mesures à même d'augmenter les retours privés de l'éducation afin de créer un cercle vertueux d'emploi et de création de richesse.

Les politiques passées sont en partie responsables de l'augmentation des niveaux d'inégalité qui sont restées constants depuis les années 1980, lorsqu'ils n'ont pas augmenté. Par ailleurs, il est à noter que l'éducation

constitue le facteur le plus déterminant dans la distribution des inégalités dans la région, l'accès à l'infrastructure s'avérant également important dans l'explication des inégalités de revenu. On peut en effet noter que si la population a augmenté en moyenne de 3% par an dans la région, le nombre de lits d'hôpitaux par tête est resté constant, traduisant ainsi d'importantes inégalités spatiales.

Ces éléments, couplés à la mauvaise qualité institutionnelle de la région, se sont à leur tour traduits par des flux importants d'émigration vers l'UE, où les natifs du Sud de la Méditerranée constituent aujourd'hui 20% des citoyens étrangers enregistrés. Au vu des difficultés étendu de la migration illégale, les flux migratoires vers l'UE pourraient s'avérer encore plus importants.

Dans le contexte actuel de crises multiples, ces tendances ne sont plus soutenables et appelant à une action politique décisive afin de mettre en place des politiques inclusives comme premiers pas vers des sentiers de développement socio-économique plus équilibré.

Dans le cadre du travail, les recherches sur la région et les expériences d'autres pays ont montré qu'une série de facteurs structurels affectaient négativement le taux de participation des femmes à l'activité économique. Dans le même temps, plus les femmes participent à l'activité économique, plus les taux de croissance marginaux sont élevés. Au vu des pressions importantes pour créer de la croissance dans la région, des politiques levant les contraintes empêchant la participation des femmes aux activités économiques devraient être étudiées et mises en place. La combinaison entre les normes et valeurs des sociétés de la région ainsi que ses préférences sociales expliquent certainement les tendances actuelles, mais ceci ne devrait guère constituer un obstacle à la mise en place de mesures ciblées.

Les efforts à déployer dans ces domaines devraient également être accompagnés de mesures destinées à mitiger les inégalités, au-delà d'un concept entièrement basé sur la redistribution. La dépense publique devrait être orientée vers la construction de routes, le transport, le logement social et les soins de santé, tout en mettant en place des politiques visant les populations les plus exclues, et en particulier la jeunesse, puisque 30% des jeunes adultes dans la région sont privés à la fois de travail et d'éducation formelle.

De telles politiques contribueront indubitablement à amoindrir les pressions migratoires dans une région où 10% des diplômés de l'enseignement supérieur émigrent et où l'émigration illégale est vue comme la solution de dernier recours pour de meilleures perspectives de développement. Relever ces défis ne se fera pas d'un jour à l'autre, mais l'UE a le potentiel d'aider les pays Méditerranéens dans leur développement économique et social. Passer d'une approche liant systématiquement les questions de migration aux prérogatives sécuritaires à une authentique stratégie de mobilité et prospérité partagée pourraient devenir un facteur clé de la résolution des problèmes de la région, tout en contribuant à améliorer la qualité des institutions du Sud de la Méditerranée ainsi que les inégalités de revenu entre les deux rives.



## Scénarios de population et de développement pour les pays du Sud de la Méditerranée, 2010-2050



Dr. George Groenewold, leader WP3, Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute (NIDI, Pays Bas)

Le principal objectif des politiques Euro-Méditerranéennes est de favoriser l'émergence d'une zone de stabilité, de sécurité et d'éviter l'apparition de nouvelles lignes de fracture entre l'UE et ses voisins du Sud. Parmi d'autres facteurs, les développements démographiques dans les pays du Sud de la Méditerranée (PSM) exercent une influence sur les relations avec l'UE. 4 scénarios démographiques ont été développés afin de décrire les changements dans les indicateurs de comportement démographique et leurs implications dans le cas où les gens seraient amenés à vivre dans différentes circonstances politiques et économiques. Les analyses se concentrent sur les tendances anticipées dans i) la croissance de la population au niveau régional et national, ii) la population en âge de travailler, et le « dividende démographique » potentiel ; iii) la population âgée et la charge financière qu'elle représenterait pour les sociétés. Les résultats montrent que malgré les différences dans les hypothèses sous-jacentes à chaque scénario, les différentes projections démographiques de long terme (2010-2030) varient peu entre pays, illustrant ainsi un élan démographique dans les pyramides des âges des pays de la région. Tandis que l'on estime la croissance des populations des pays du Sud de la Méditerranée entre 69 et 83 millions, on s'attend sur la même période, que la population européenne augmente de 21 millions seulement. Dans un horizon encore plus long (2030-2050), la croissance additionnelle des populations dans la région est estimée entre 48 et 62 millions, contre 4 millions pour l'UE. Dans la mesure où les profils de transition démographique varient grandement pour les PSM, les dividendes démographiques varient beaucoup aussi. Les deux pays les plus grands, l'Égypte et la Turquie présentent des profils de dividendes démographiques très différents. L'Égypte présente le plus grand potentiel de dividende démographique dans les années à venir, puisque la part de la population en âge de travailler dans la population totale va passer de 63% (2010) à des pics de 68% au cours de la période 2040-2050. Dans le cas de la Turquie, la part de la population en âge de travailler s'établit actuellement à 68% et va connaître un pic de 69% en 2025 ; date après laquelle le déclin s'installe. La fenêtre d'opportunité – c'est-à-dire la période pendant laquelle la population en âge de travailler augmente jusqu'à atteindre un pic – est pratiquement fermée pour le Liban et la Tunisie. Après 2015, la population en âge de travailler va décliner, et à une vitesse plus élevée en Tunisie après 2035. Les projections de la part de la population âgée dans la population totale montrent qu'à l'exception d'Israël, le ratio de dépendance des personnes âgées restera bas par rapport aux niveaux Européens. Toutefois, le nombre de personnes âgées est amené à augmenter dans les PSM, impliquant potentiellement des coûts plus élevés pour les sociétés de la région à cause de conditions politiques, économiques et environnementales plus fragiles.

## La politique migratoire de l'UE à l'aube du Printemps Arabe: quelles perspectives pour les relations avec le Sud de la Méditerranée ?



Dr. Sergio Carrera, Senior Fellow, CEPS, Joanna Parkin, Chercheuse, CEPS



À l'aube du Printemps Arabe, l'UE a lancé une série de nouveaux cadres politiques afin de renouveler sa politique migratoire vis-à-vis du Sud de la Méditerranée. Au cœur de cette nouvelle stratégie se trouvent les « Dialogues pour la Migration, la Mobilité et la Sécurité » qui ont pour but de mettre en pratique l'engagement de l'UE pour un partenariat plus fort dans la région, y compris par une « politique de mobilité dynamique » qui appuiera la « démocratisation naissante » de l'Afrique du Nord. Suite à ceci, les Dialogues ont été lancés en automne 2011 avec le Maroc et la Tunisie, et de partenariats similaires sont envisagés avec d'autres pays de la région comme l'Égypte, la Jordanie, et à un moment donné, la Libye.

Toutefois, les perspectives de renouvellement des relations Euro-Méditerranéennes dans le domaine de la migration suite à l'adoption des nouveaux Dialogues sont moindres. Le paquet présenté par l'UE aux partenaires des pays tiers a du mal à tenir ses promesses, aussi bien pour ouvrir des canaux pour la « mobilité » que pour offrir un véritable « partenariat ». Les Dialogues signalent davantage une perpétuation du statu quo : « insécurité » des mouvements ; prolifération de politiques mettant en danger les droits humains des migrants ; partenariats faibles et déséquilibrés entre l'UE et ses voisins du Sud, façonnés par une logique bilatéraliste, sécuritaire et court-termiste.

L'échec de l'UE à tenir ses ambitieux objectifs politiques affichés lors du Printemps Arabe peut être relié à ses configurations institutionnelles qui déterminent l'élaboration et l'application de la dimension extérieure des politiques européennes de migration. Ces configurations tiennent en l'occurrence à la domination continue des fonctionnaires des Affaires Intérieures et des ministères de l'Intérieur nationaux dans les structures de travail de la Commission Européenne et du Conseil au détriment du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE). Le potentiel des Dialogues pour la Migration, la Mobilité et la Sécurité à appuyer les relations Euro-Méditerranéennes va en partie dépendre de la résolution de ce déséquilibre institutionnel. Les capacités du SEAE dans la dimension extérieure de la politique migratoire Européenne devraient être promues à un rôle de coordination. Ceci aurait pour effet de mettre en place un cadre plus équilibré et transparent des politiques migratoires vis-à-vis de la région, un cadre qui ancre la mobilité des personnes dans l'agenda plus large de la Politique Européenne de Voisinage et qui serve in fine à compléter les objectifs de développement économique et social du Sud de la Méditerranée.

## La participation féminine au marché du travail dans le Sud de la Méditerranée

Dr. Stella Tsani, E3M-Lab, Institute of Communication and Computer Systems, National Technical University of Athens (ICCS/NTUA, Grèce)



Entre d'autres questions, la recherche de MEDPRO consacrée au capital humain, à la protection sociale et à la migration a étudié comment les changements dans le taux d'activité des femmes se traduisent dans la main d'œuvre et les sentiers de croissance dans le Sud de la Méditerranée. Avec la littérature existante sur la participation des femmes au marché du travail comme point de départ, ces effets ont été estimés dans des perspectives d'équilibre partiel et général, dans le cadre du GEM-E3. Les estimations économétriques suggèrent que la croissance et la participation des femmes au marché du travail présentent une relation en U. Elles confirment les arguments selon lesquels le taux d'activité des femmes dans la région est inférieur aux taux observés dans d'autres pays en développement et développés. Ces résultats ont été utilisés dans un deuxième temps dans les modèles GEM-E3 afin d'évaluer l'impact des changements structurels comme les différents niveaux des taux d'activité des femmes sur la croissance des pays Sud Méditerranéens. Deux scénarios alternatifs ont été modélisés. Un premier scénario a associé les niveaux de PIB par tête dérivés de la période de référence 2015-2030 aux taux d'activité des femmes dans chaque pays Sud Méditerranéen. Le deuxième scénario a associé la levée des obstacles à la participation des femmes spécifiques à la région à des taux d'activité des femmes plus élevés. La comparaison des résultats entre ces deux scénarios dans un contexte d'équilibre général montre que des taux d'activité « des femmes plus faibles conduisent à des niveaux de développement économique marginalement plus bas. En contraste, la levée des obstacles propres à la région dans le taux d'activité des femmes pourrait conduire à des niveaux plus élevés de croissance du PIB sur la période considérée, et donc à de meilleures perspectives de développement.

## Capital humain, inégalités et migrations: scénarios pour 2030.

Prof. Alia El Mahdi, leader WP7, Faculté d'Economie et de Sciences Politiques de l'Université du Caire (FEPS, Egypte)



Les recherches menées dans le projet ont montré que les pays du Sud de la Méditerranée avaient fait des progrès significatifs dans le cadre de l'accumulation du capital humain lors des dernières décennies. Les taux d'inscription bruts dans l'enseignement primaire dépassent –et dépassent parfois plus du double– des taux d'inscription dans le secondaire. Les écarts entre garçons et filles dans les taux d'inscription bruts sont plus importants dans l'éducation secondaire et tertiaire que dans le primaire. Trois scénarios à l'horizon 2030 ont été étudiés : le scénario de statu quo (QI), le scénario Optimiste et le scénario Pessimiste (QII et QIII respectivement). Les projections ont montré que la croissance des taux de scolarisation bruts variait à la fois à travers les différents pays de la région et pour différents niveaux d'éducation. Si les niveaux d'éducation sont appelés à connaître des améliorations dans tous les scénarios, la magnitude de celles-ci dépend du scénario envisagé. La part des dépenses en éducation dans la PIB semble être un des facteurs clés déterminant les plus les taux bruts de scolarisation. Cette variable correspond aux résultats des scénarios QII et QIII, où l'investissement en capital humain joue un rôle significatif dans la disponibilité d'une main d'œuvre mieux éduquée, et par là de meilleurs niveaux de productivité du travail et de productivité totale des facteurs. Le même résultat a été obtenu dans la recherche sur les perspectives de formation du capital humain, où, sous hypothèse de constance des retours de l'éducation constants à l'horizon 2030, une hausse des niveaux d'éducation dans les pays du Sud de la Méditerranée est à même de se traduire par des augmentations importantes des mesures du capital humain dans les pays où la scolarisation est élevée, mais où les niveaux d'éducation sont bas (par ex. Egypte, Maroc et Turquie). En ce qui concerne les migrations Euro-Méditerranéennes, les recherches ont montré que les différences relatives dans la qualité institutionnelle entre pays de départ et d'arrivée étaient les principaux déterminants des flux migratoires : plus la qualité institutionnelle est mauvaise dans un pays du Sud de la Méditerranée, plus la probabilité est grande que les migrants choisissent un pays Européen à qualité institutionnelle élevée. Dans ce cadre, si les différences de richesse jouent un rôle dans les décisions de migration, leur influence est conscrée au court terme.

## Les rendements de l'éducation dans le Sud de la Méditerranée

Dr. Emrah Arbak, Chercheur, CEPS



Mesurer le capital humain est un défi significatif pour les économistes, car la variable d'intérêt, le capital humain, n'est pas directement observable. Dans le Sud de la Méditerranée, la tâche est davantage compliquée par le manque général de données fiables. La recherche de MEDPRO sur la Mesure des Retours de l'Éducation et du Capital Humain dans le Sud de la Méditerranée relève ce défi et propose une mesure du capital humain pour six pays de la région : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Maroc et Turquie. A des fins de comparaison, une mesure similaire a été développée pour six pays Euro-Méditerranéens (EU-MED) : Espagne, France, Grèce, Italie, Malte et Portugal. Une comparaison des résultats confirme que les niveaux de capital humain sont relativement faibles dans la plupart des pays de l'échantillon. Israël et Turquie sont des exceptions, dépassant même les moyennes EU-MED.

A l'autre extrême, en Algérie et en Jordanie, les retours privés de l'éducation sont quasiment plats, ce qui signifie que les salaires ne répondent pas significativement aux niveaux d'éducation, et que les niveaux de capital humain sont plutôt bas. L'Egypte et le Maroc sont dans une situation plus favorable : le salaire moyen, d'un travailleur étant deux à trois fois celui d'un travailleur de base (c.à.d. sans expérience ou compétences). Ceci implique que les pays à niveau d'éducation élevé ne réalisent pas nécessairement un niveau de capital humain plus élevé. Par exemple, bien que la Grèce, l'Espagne et le Portugal aient des populations éduquées, les estimations montrent que ces pays sont au mieux comparables avec ceux du Sud de la Méditerranée. Les résultats sont des plus pertinents pour les pays du Sud de la Méditerranée car au cours des décennies récentes, la région s'est engagée dans des politiques visant à améliorer le niveau d'éducation des populations. Au lieu de se baser sur une approche en termes de niveau d'éducation, les futures politiques devraient s'attaquer aux facteurs qui affaiblissent le lien entre éducation et gains économiques, y compris la qualité de l'éducation, les perspectives des travailleurs qualifiés sur le marché du travail, la non-correspondance entre compétences demandées et offertes sur le marché du travail, ainsi que l'engagement dans le secteur public. Ces résultats appellent à développer une réforme des systèmes basée sur une approche plus sophistiquée que simplement envoyer plus d'étudiants dans les écoles. De manière plus importante, les pays de la région devraient étudier les contraintes au développement de niveaux de capital humain plus élevés. En particulier, des politiques orientées vers l'augmentation des retours privés de l'éducation sont à même de créer avec succès un cercle vertueux de création d'emploi, innovation et création de richesse.

## L'inégalité dans le Sud de la Méditerranée

Dr. Heba El Laithy,  
Faculté d'Economie et  
de Sciences Politiques  
de l'Université du Caire  
(FEPS, Egypte)



Un des axes de la recherche de MEDPRO dans le cadre du WP7 analyse les tendances, déterminants, et futurs scénarios de l'inégalité dans la région. En utilisant la consommation par tête comme mesure du bien-être, la localisation, le niveau d'éducation et le statut d'emploi ont été identifiées comme les facteurs les plus importants affectant le niveau et la distribution du bien-être. Plus particulièrement, le niveau d'éducation apparaît comme un facteur explicatif important dans la distribution des revenus. La corrélation entre éducation et bien-être à d'importantes implications pour la politique, particulièrement en ce qui à trait à son impact distributif : des changements dans la structure d'emploi et la productivité peuvent améliorer la distribution des revenus. La polarisation des revenus a aussi été étudiée dans la région : dans la mesure où une grande part de la littérature empirique montre que la polarisation des revenus a un impact positif sur le risque de conflit, les gouvernements de la région ont tout intérêt à orienter la dépense publique vers l'éducation, l'infrastructure et la santé au vu des effets positifs de ces facteurs sur la productivité totale des facteurs et la croissance.

Une analyse d'incidence des bénéfices a été réalisée, et l'indice de développement humain ajusté à l'inégalité a été utilisé pour prendre en compte les effets distributifs du développement humain. L'analyse montre que la région souffre davantage d'inégalités dans le développement humain que de l'inégalité des revenus, nécessitant de concentrer de manière urgente les politiques sociales des gouvernements sur la distribution des opportunités de développement socio-économique. Les soulèvements populaires dans différents pays ont appelé à des changements drastiques dans les institutions politiques et sociales des pays concernés tout en soulignant l'importance capitale de stratégies de protection sociale équitables et cohérentes, parmi lesquelles celles des mécanismes de protection sociale. Deux scénarios, un optimiste et un pessimiste ont été usés pour projeter les futurs sentiers de croissance à l'horizon 2020 et 2030. Le scénario optimiste fait l'hypothèse d'une croissance de la consommation de 2% par an, tandis que le scénario pessimiste table sur -2%. L'impact d'une croissance positive est d'augmenter les inégalités et réduire la taille des classes moyennes. Plus précisément, le coefficient de Gini passe de 37,8 à 40,7 ; le ratio de consommation du quintile le plus riche par rapport au plus pauvre passe de 6,9 à 8,1, et la classe moyenne représente 72% de la population contre 79% dans l'année de base. Ce résultat montre que ce sont les catégories les plus riches qui bénéficient d'une croissance positive. On observe l'inverse dans le scénario pessimiste.



### MEDPRO: Evènements à venir

**Meeting duCaire:** Les 8 et 9 Décembre, les chercheurs de MEDPRO se rendront au Caire (Egypte) pour un Stakeholders Meeting de haut niveau afin de présenter les résultats de la recherche, les différents scénarios et les recommandations politiques qui s'en suivent.

### Evènements de MEDPRO

**Réunion de MEDPRO à Athènes:** Entre le 31 Mai et le 1er Juin, les chercheurs de MEDPRO se sont rassemblés à Athènes pour finaliser les scénarios de référence et alternatifs du projet.

**Summer school de MEDPRO:** Les 12 et 13 Juillet, MEDPRO et le Centre Ernest Lluch de Consorci Universitat Internacional Menéndez Pelayo de Barcelona (CUIMPB) ont organisé un séminaire sur les tendances, tensions et perspectives des relations Euro-Méditerranéennes. Le séminaire était destiné à des étudiants et avait pour objet de les familiariser avec les défis, politiques, démographiques, économiques et environnementaux de la région.

**Meeting de Marseille:** Les chercheurs de MEDPRO se sont rassemblés à Marseille les 20 et 21 Septembre pour finaliser les scénarios de référence et alternatifs du projet ; élaborer les implications politiques pour l'UE et le Sud de la Méditerranée et élaborer les recommandations politiques.

**Meeting de Tunis:** L'équipe de recherche de MEDPRO a partagé les scénarios et recommandations politiques avec les autorités locales tunisiennes et des représentants de haut niveau de la société civile lors du Stakeholders Engagement Meeting du 5 et 6 Novembre 2012.

### Dissémination de MEDPRO

**Participation de la Coordinatrice de MEDPRO à des évènements extérieurs.** Formant partie de la dissémination des recherches de MEDPRO, la Coordinatrice du projet, Dr. Rym Ayadi a donné un nombre de conférences récemment lors de réunions de haut niveau. Entre le 1er et le 3 avril, Dr. Ayadi est intervenue lors de la conférence Euro-Med sur la Recherche et l'Innovation à Barcelone sur le thème des changements dans la science dans les changements des sociétés ; le 25 Avril au partenariat de haut niveau de Deauville à Paris sur un programme pour le financement des MPME dans le Sud de la Méditerranée ; le 27 Avril au Forum Annuel de Réalités en Tunisie sur le futur de la Méditerranée ; et le 10 et 11 Mai au Groupe Européen des Caisses d'Epargne à Marrakech.

### Publications de MEDPRO

#### Rapports publiés entre Avril et Septembre 2012

Téléchargement gratuit sur [www.medpro-foresight.eu](http://www.medpro-foresight.eu)

*Mesure des Retours sur Investissements Educatifs dans le Sud de la Méditerranée;* Emrah Arbak; Rapport Technique

*Scénarios de Population pour le Sud de la Méditerranée: 2010-2050;* George Groenewold; Jop De Beer; Corina Huisman; Rapport

*La Politique Migratoire de l'UE à l'aube du Printemps Arabe : Quelles perspectives pour les relations Euro-Méditerranéennes ?;* Sergio Carrera, Leonhard Den Hertog; Joanna Parkin; Rapport Technique

### MEDPRO en bref

Titre	MEDPRO – Prospectives Méditerranéennes
Type de financement	Projet collaboratif : projet de recherche petit-moyen
Coordinateur	Dr. Rym Ayadi, Centre for European Policy Studies (CEPS) rym.ayadi@ceps.eu
Durée	1er avril 2010 – 31 mars 2013 (36 mois)
E-mail de contact	medpro@ceps.eu
Description	MEDPRO explore les défis auxquels les pays du sud de la Méditerranée devront faire face dans les prochaines années. Le projet entreprendra une analyse prospective afin de considérer les interactions entre développement et coopération Euro-Méditerranéenne dans les domaines suivants : géopolitique, démographie, éducation, protection sociale, énergie, changement climatique, commerce et finance. Le but de cet exercice sera de fournir la meilleure assise scientifique pour les décisions politiques futures tant au niveau domestique qu'europpéen dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM)
Partenaires	16 (13 pays)
Consortium	Centre for European Policy Studies, CEPS, Belgique; Center for Social and Economic Research, CASE, Pologne; Cyprus Center for European and International Affairs, CCEIA, Chypre; Fondazione Eni Enrico Mattei, FEEM, Italie ; Forum Euro Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques, FEMISE, France ; Faculty of Economics and Political Sciences, FEPS, Egypte; Istituto Affari Internazionali, IAI, Italie; Institute of Communication and Computer Systems, ICCS/NTUA, Grèce; Institut Europeu de la Mediterrania, IEMed, Espagne; Institut Marocain des Relations Internationales, IMRI, Maroc; Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi, ISIS, Italie; Institut Tunisien de l Compétitivité et des Etudes Quantitatives, ITCEQ, Tunisie; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, MAIB, Italie; Palestine Economic Policy Research Institute, MAS, Palestine; Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, NIDI, Netherlands; Universidad Politecnica de Madrid, UPM, Spain; Centre for European Econom Research, ZEW, Germany
Site internet	<a href="http://www.medpro-foresight.eu">www.medpro-foresight.eu</a>
Financement de la C.E	2,647,330€
Officier scientifique de la C.E	Dr. Domenico Rossetti di Valdalbero